

Le 31 janvier, amplifions la mobilisation : TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION

Le 19 janvier, ce sont plus de deux millions de manifestant.e.s, du secteur public comme du privé, qui ont exprimé leur opposition à la réforme gouvernementale des retraites injuste et brutale. Dans toute la France, les rassemblements et les manifestations ont atteint des niveaux inédits depuis plusieurs années. Dans de nombreux secteurs professionnels, les taux de grévistes ont également été exceptionnels.

Cette réponse sociale massive est à la hauteur de l'attaque portée par le gouvernement à nos droits sociaux. Elle est le fruit de la colère de la population après des mois d'inflation brutale des prix, de régression des salaires et de l'inaction du gouvernement en matière de pouvoir d'achat.

Cette réforme, qui prévoit de repousser à 64 ans l'âge légal de départ et d'accélérer la réforme Touraine est en effet une nouvelle attaque frontale contre les travailleuses et les travailleurs. C'est bien une réforme au service du patronat, qui fait porter aux seuls salarié.e.s le poids d'une contre-réforme injuste.

Elle s'inscrit dans la continuité de la politique libérale et antisociale de Macron sous prétexte de plein emploi. Ce projet de réforme des retraites, mais également la réforme de l'assurance chômage, la réforme du lycée professionnel ou encore le durcissement des conditions d'attribution du RSA poursuivent un même objectif : pousser à accepter n'importe quel emploi à n'importe quelle condition et donc faire baisser les salaires et les pensions, dans un contexte économique où sont amenées à se multiplier les périodes sans emploi pour de nombreuses personnes, surtout les plus précaires.

La promesse d'une retraite minimale à 1200 euros bruts – soit seulement 72€ au-dessus du seuil de pauvreté – n'est donc qu'un leurre, car elle ne concerne que les carrières complètes mais pas les plus précaires, en particulier les femmes qui ont plus souvent des carrières discontinues que les hommes.

Il faut se féliciter de l'unité syndicale qui s'oppose à ce projet : pour la première fois depuis 2010, c'est l'ensemble des OS qui a appelé à la grève. Un prochain temps fort le 31 janvier a été décidé par l'intersyndicale, mais d'ici là il ne faut pas relâcher la pression sur le gouvernement.

La FSU Territoriale appelle donc l'ensemble des agents de la fonction publique territoriale à une semaine d'action pour amplifier le mouvement d'ici au 31 janvier. Assemblées générales, rassemblements, grèves : il ne faut pas laisser de répit au gouvernement ! Construisons ensemble le rapport de force et faisons entendre notre voix.

Des préavis de grève couvrent l'ensemble des agents sur cette période et au-delà.

DU 23 JANVIER AU 31 ON NE LÂCHE RIEN !

